



Memorandum

Note de service

Date: June 18, 2014	Date: le 18 juin 2014
To: Local Leaders and Labour Relations Officers	À : Dirigeants des sections locales et Agents de relations de travail
From: Jean Ouellette, Executive Director of Operations	De : Jean Ouellette, Directeur général des opérations
Subject: Protocol on Member Representation (update)	Objet : Protocole de représentation des membres (mise à jour)

Protocol no. 2

Protocole n^o 2

PROTOCOL ON MEMBER REPRESENTATION

PROTOCOLE DE REPRÉSENTATION DES MEMBRES

CAPE Representation services are provided to all CAPE members, subject to its Constitution and By-laws, protocols, representation history, jurisprudence and financial resources.

L'ACEP fournit des services de représentation à tous ses membres, sous réserve de ses Statuts et Règlements, des protocoles, des antécédents de représentation, de la jurisprudence et des ressources financières

The Executive Director of Operations has the responsibility of ensuring the representation of CAPE members in redress procedures. To that end, the Executive Director of Operations determines, by way of a Protocol on Redress Representation, CAPE's role and the role of CAPE officials in redress procedures. This protocol is revised periodically as required and posted on CAPE's website.

Le directeur général des opérations a la responsabilité de s'assurer de la représentation des membres de l'ACEP dans les procédures de recours. À cette fin, le directeur général des opérations détermine, au moyen d'un protocole de représentation en cas de recours, le rôle de l'ACEP et le rôle des représentants de l'ACEP dans les procédures de recours. Le protocole est revu périodiquement au besoin et affiché sur le site Web de l'ACEP.

If a member feels that his or her matter has been dealt with in an arbitrary, discriminatory manner or in bad faith, he or she may, after having discussed the issue concerning his or her representation with the CAPE Labour Relations Officer assigned to his or her department or agency, submit a complaint.

The complaint must be made in writing to the Executive Director of Operations not later than fifteen (15) calendar days after the day the substantive action or circumstance giving rise to the complaint occurred. The Executive Director of Operations will provide the member with a written decision, usually within ten (10) calendar days from the time the complaint is filed.

Where the decision of the Executive Director of Operations is not satisfactory to the member, the member may submit the complaint in writing to the President not later than ten (10) calendar days after the day the decision of the Executive Director of Operations is received by the member. The President will provide the member with a written decision usually within ten (10) calendar days from the time the complaint is transmitted to him or her.

A member also has the option of pursuing any matter relating to his or her representation by CAPE using the recourse provided under the *Public Service Labour Relations Act*. Any member who wishes to pursue this recourse is responsible for ensuring he or she meets the applicable time limits or deadlines.

This recourse mechanism is posted on CAPE's website.

Si un membre estime que son affaire a été traitée de façon arbitraire ou discriminatoire ou de mauvaise foi, il ou elle peut, après avoir discuté du problème de sa représentation avec l'agent des relations de travail de l'ACEP affecté à son ministère ou organisme, soumettre une plainte.

La plainte doit être présentée par écrit au directeur général des opérations au plus quinze (15) jours civils après le jour où l'action ou la circonstance concrète donnant lieu à la plainte s'est produite. Le directeur général des opérations rendra une décision par écrit au membre, habituellement dans les dix (10) jours civils suivant le dépôt de la plainte.

Lorsque le membre n'est pas satisfait de la décision du directeur général des opérations, il ou elle peut soumettre la plainte par écrit au président au plus tard dix (10) jours civils après le jour où il ou elle a reçu la décision du directeur général des opérations. Le président rendra une décision par écrit au membre, habituellement dans les dix (10) jours civils suivant le moment où la plainte lui a été transmise.

Le membre a aussi l'option de poursuivre une affaire concernant sa représentation en se prévalant des recours offerts par la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*. Tout membre qui souhaite se prévaloir de ces recours a la responsabilité de veiller à respecter les délais ou échéances.

Ce mécanisme de recours est affiché sur le site Web de l'ACEP.